



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2690
21 février 2020
1,20 € • DOM: 1,80 €



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Face à un gouvernement au service du grand patronat

Soutenez

les listes

Lutte ouvrière



Loi sur les retraites
Discutée au Parlement,
rejetée dans la rue

Page 3

Chômage
Les chiffres
et la réalité

Page 3

Buzyn-Griveaux
Un clown chasse
l'autre

Page 6

LEUR SOCIÉTÉ

Loi sur les retraites: discutée au Parlement, rejetée dans la rue! 3

APL: l'art de prendre dans les poches des plus pauvres 3

Chômage: un halo de millions de sans-emploi 3

Macron et le "séparatisme": pour quelques voix de plus... 6

Griveaux-Buzyn: un clown chasse l'autre 6

Les (v)idéaux de Griveaux 6

Qui est privé de vie privée? 6

Macron: Mont-Blanc et façade verte 7

Saint-Gervais - Mont-Blanc: drapeaux rouges en vallée blanche 7

Si tu ne vas pas à la montagne... 7

Lubrizol - Rouen: la catastrophe était prévisible 7

Sécurité sociale: mythe et réalité 10

Complémentaires santé: toujours plus chères 10

ENA: tout change pour que tout reste pareil 11

Santé: le désert médical progresse 11

Dividendes: toujours plus hauts 11

Pesticides: urgent d'attendre? 11

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Les listes de Lutte ouvrière 4

Magali Cauchois 4

Olivier Minoux 4

Site de campagne et meetings 4

Réunions publiques de Lutte ouvrière 5

Les maires et l'emploi: des pouvoirs réduits 5

Rassemblement national: des mairies contre les immigrés et les pauvres 5

DANS LE MONDE

Grèce: les naufrageurs 8

Migrants: face aux blocages des pays européens 8

Bésil: grève chez Petrobras 8

Mexique: l'horreur des féminicides 9

Russie: liberté pour les sept de Penza! 9

Allemagne: confusion politique et progrès de l'extrême droite 16

HSBC: suppressions d'emplois 16

ENTREPRISES

Charles-River - Rhône 12

Accident de Dudelange 12

Piscine - Saint-Étienne 12

Renault: des pertes, mais combien de gains? 13

La Matt - Chaourse 13

Airbus - Toulouse 13

Vinci Autoroutes 13

Hôpitaux: le personnel n'a pas dit son dernier mot 14

Hôpital de la Croix-Rousse Lyon 14

CHRU - Besançon 14

Stations de sports d'hiver: les saisonniers contre la réforme du chômage 14

Arjowiggings Security Jouy-sur-Morin 15

Port de Marseille 15

Dans la rue et aux municipales, il faut faire entendre le camp des travailleurs

L'examen du projet de loi sur les retraites a commencé lundi 13 février à l'Assemblée nationale. Une journée de grèves et de manifestations interprofessionnelles était prévue jeudi 20 février, et c'est une bonne chose.

Le gouvernement dispose des moyens législatifs pour imposer cette réforme, mais il faut montrer que cette attaque ne passe pas et ne passera jamais dans la tête de millions de travailleurs. Il faut continuer d'affirmer notre rejet de ce gouvernement, à genoux devant le grand capital.

L'offensive contre le monde du travail ne se limite pas au saccage des retraites. Elle met en cause les conditions de travail et de vie de toutes les classes populaires. L'exploitation, la course à la rentabilité et la loi du profit rendent le travail de plus en plus dur, de plus en plus précaire et mal payé. Mais elles s'imposent aussi à tous les autres domaines de la vie sociale, à la santé, à l'éducation, aux transports ou au logement.

Nombre de quartiers ouvriers abandonnés par l'État sont transformés en ghettos de pauvres, où la misère, le désœuvrement et l'absence de perspectives favorisent les incivilités, les trafics et les violences en tout genre. Renouer avec les luttes collectives, se faire respecter du grand patronat et du gouvernement est la seule voie pour inverser la situation et assurer un avenir au monde ouvrier, à la jeunesse et à toute la société.

Alors, tant que nous en avons la force, il faut continuer dans la voie indiquée par ceux qui ont participé à ce grand mouvement contre la réforme des retraites: l'affirmation d'un camp uni derrière ses intérêts de classe.

C'est d'autant plus important que Macron veut lancer une vaste campagne de diversion en pointant du doigt les dangers de ce qu'il appelle le communautarisme ou le séparatisme. Il vise, exactement comme Le Pen, et comme le grand patronat sait le faire dans les entreprises, à diviser les exploités pour les opposer les uns aux autres. Il ne faut pas que les travailleurs tombent dans ce piège.

La force des travailleurs réside dans leur nombre et dans leur conscience de faire partie d'un seul et même camp partageant la même révolte et la même volonté de changer les choses.

Elle est dans la solidarité et la fraternité qui se tissent au travers de la lutte, au-delà des différences de corporation, de statut, d'origine, de croyance et de couleur de peau.

Cette conscience a progressé dans le mouvement de contestation de la réforme des retraites. Il faut la préserver et la développer dans toutes les entreprises où se mène la lutte de classe. Et il faut aussi le faire politiquement. C'est pourquoi Lutte ouvrière participe aux élections municipales.

Lutte ouvrière sera présente dans plus de 200 villes. Ses candidats sont des ouvriers, des employés, des cheminots, des manutentionnaires, des techniciens, des caissières, des agents d'entretien, des hospitaliers, des enseignants... Qu'ils et elles soient en activité, au chômage ou à la retraite, tous et toutes partagent la vie, les difficultés et les combats des travailleurs.

Toutes les listes, du Rassemblement national à celles de La France insoumise en passant par celles de la majorité, multiplient les engagements à faire plus de social, plus de démocratie, plus d'écologie, plus de logements, plus de sécurité, à l'échelle de la ville... Mais aucune de ces listes ne peut prétendre éliminer le chômage, la misère ou la crise! Aucune équipe municipale ne peut éradiquer le racisme, les discriminations et le délitement de la société que la misère engendre.

Alors, à la différence d'autres candidats, ceux de Lutte ouvrière ne feront pas croire qu'ils pourraient changer la vie des habitants en se hissant à la tête d'une municipalité. Ils affirmeront, en revanche, que les travailleurs ont la capacité collective de changer leur sort, s'ils se battent pour libérer la société du diktat d'une minorité capitaliste aussi parasite qu'irresponsable.

En votant Lutte ouvrière dans les villes où elle sera présente, leurs habitants pourront dire qu'ils ne font pas confiance aux notables et aux politiciens mais qu'ils se placent dans le camp des travailleurs conscients et combatifs.

Ils affirmeront qu'ils refusent de se résigner à la condition d'exploités. Ils diront que, pour enrayer les catastrophes sociale, économique et écologique, il faut arracher à la bourgeoisie son contrôle sur les entreprises et sur la vie politique.



Loi sur les retraites : discutée au Parlement, rejetée dans la rue !



Lundi 17 février, l'Assemblée nationale a commencé à examiner le projet de réforme des retraites. Mais si le gouvernement voulait donner l'image d'un gouvernement fort, capable de faire adopter son texte au pas de charge, on est loin du compte.

Alors que Macron et Philippe prétendaient vouloir instaurer un système universel, « le même pour tous », la mobilisation des travailleurs contre leur réforme les a contraints de promettre à certaines catégories de salariés le maintien de leur régime spécial, à commencer par celui des policiers, ou de s'engager à étaler sur plusieurs années les effets de sa disparition. En faisant ces quelques concessions, le gouvernement a ainsi prêté le flanc aux critiques de la droite, le député LR de l'Oise Eric Woerth déclarant par exemple le 18 février : « Dans cinq présidents de la République, on aura supprimé les régimes spéciaux, c'est une plaisanterie. »

Pour se concilier la CFDT, le gouvernement a été obligé de reprendre sa proposition de mettre en place une conférence de financement, qui a commencé à se réunir le 17 février et doit rendre ses conclusions fin avril. Du coup, des députés, là encore souvent de droite, ne se privent pas de souligner qu'on leur propose de voter une réforme sans avoir prévu son financement.

Enfin, confronté à la guérilla parlementaire des députés du Parti communiste et de la France insoumise qui ont déposé plus de 40 000 amendements, le gouvernement aura bien du mal à parvenir à faire adopter son texte avant les élections municipales, comme il en avait l'intention. À moins de

recourir à l'article 49-3 de la Constitution, ce qui serait du plus mauvais effet.

Mais, même si le gouvernement y parvient, ce n'est pas au Parlement que se joue l'avenir de la réforme des retraites, mais dans la rue et dans les entreprises. Si la mobilisation n'a plus le niveau qu'elle a pu atteindre durant les mois de décembre et janvier, des milliers de travailleurs continuent de vouloir faire entendre leur refus de la retraite à points de Macron-Philippe à l'occasion de journées d'action. Ainsi, venant pourtant après plus d'un mois de grève reconductible massivement suivie, la grève appelée par plusieurs syndicats de la RATP le jour du début des discussions à l'Assemblée a entraîné des perturbations du trafic sur plusieurs lignes de métro. Le 20 février, l'intersyndicale qui regroupe la CGT, FO, Solidaires et des organisations de jeunesse a appelé une nouvelle fois à manifester dans tout le pays.

Ceux qui se sont mobilisés après le 5 décembre n'acceptent toujours pas cette réforme, dont le seul but est de les obliger à travailler plus longtemps pour permettre à l'État de continuer à multiplier les cadeaux aux capitalistes et aux classes les plus riches. Dans l'esprit de tous, la lutte n'est pas finie et, ce qu'un Parlement et un gouvernement ont fait, la rue pourra le défaire!

Marc Rémy

APL : l'art de prendre dans les poches des plus pauvres

Au 1^{er} avril, la réforme du calcul des allocations personnalisées sur le logement (APL), quatre fois repoussée, devrait prendre effet. Bien que présentée comme plus adaptée aux besoins des allocataires, elle a été prévue pour permettre d'économiser 1,2 milliard.

D'après les calculs du gouvernement, sur 6,5 millions d'allocataires, 600 000 ne devraient plus rien percevoir et 1,2 million devraient y perdre. Parallèlement, certains verront au contraire leur allocation augmenter, mais ils seront nettement

moins nombreux. En ce mois de janvier, le montant a déjà été recalculé sur l'année 2018 et la pilule a déjà été amère pour certains.

Par une série d'ajustements, le gouvernement Macron parvient à imposer son objectif de réduction des dépenses d'aide au logement, qui représentaient environ 18 milliards il y a quelques années. Après la baisse de 5 euros en 2017, il y a eu un gel de leur montant en 2018, une hausse de 0,3%, moins que l'inflation, en 2019, et une année de gel est encore prévue. Les règles

d'indexation sur l'indice des loyers disparaissent. Autant dire, sans correction des conséquences de l'augmentation des prix et des loyers, que le pouvoir d'achat des classes populaires est entamé.

Le gouvernement a aussi imposé une baisse des APL versées aux bailleurs sociaux, que ceux-ci ont dû compenser pour que les locataires n'aient pas d'augmentation de loyer.

Les prestidigitateurs du gouvernement mettent leurs talents au service des riches.

Inès Rabah

Chômage : un halo de millions de sans-emploi

La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, s'est réjouie des nouveaux chiffres trimestriels du chômage publiés par l'Insee. Son taux aurait diminué pendant toute l'année 2019, pour s'établir à 8,1% de la population active, son plus bas niveau depuis fin 2008. Il n'y aurait plus « que » 2,4 millions de chômeurs au 31 décembre 2019.



Comme toutes les statistiques, ces chiffres sont à prendre avec des pincettes. Le nombre de chômeurs est très éloigné de celui fourni par Pôle emploi qui annonçait, en décembre 2019, 3,3 millions de personnes sans emploi inscrites en catégorie A, et 5,4 millions, toutes catégories confondues, si l'on tient compte de ceux qui ont une activité réduite, cela sans

compter l'outremer.

Visiblement, l'Insee et Pôle emploi ne comptent pas pareil. L'Insee ne procède que par enquête et sondage, et suit la définition stricte du BIT (Bureau international du travail). Le chômeur doit « entreprendre des démarches actives durant le mois écoulé afin de trouver un poste, être disponible pour être employé dans les

deux semaines suivantes ».

Pour être un peu plus en phase avec la réalité, l'Insee a inventé la notion très floue de « halo du chômage », qui regroupe ceux qui ne rentrent pas dans le cadre défini. Pêle-mêle, on y retrouve, entre autres, les chômeurs qui ne sont pas immédiatement disponibles, les anciens qui ne souhaitent pas à 62 ou 63 ans reprendre un emploi, les étudiants qui ne travaillent que quelques heures par semaine... Ce petit flou concerne aujourd'hui pas moins de 1,7 million de personnes. Chaque année, quand le chiffre des chômeurs labellisés diminue, le halo augmente, par exemple de 91 000 en 2019, réduisant les prétendues bonnes nouvelles gouvernementales à peu de chose.

Car les plans de licenciements se succèdent dans les grandes entreprises du privé, les emplois dans le secteur public se réduisent à cause de la politique gouvernementale, les fins de contrat précaire se multiplient. Le chômage de masse, affectant des millions de femmes et d'hommes, demeure une réalité que le gouvernement ne peut nier qu'en tordant les statistiques.

Bertrand Gordes

AGENDA

Fêtes de Lutte ouvrière

Maisons-Alfort

Samedi 22 février
à partir de 18 heures
Salle du Moulin-Brûlé
47, avenue Foch

Argenteuil

Samedi 29 février
à partir de 16 h 30
Complexe Jean-Vilar
9, boulevard Héloïse

Beauvais

Dimanche 1^{er} mars
à partir de 11 heures
Espace Argentine
15, rue du Morvan

Les listes de Lutte ouvrière

Aux élections municipales des 15 et 22 mars prochains, quelque 250 listes « Lutte ouvrière – Faire entendre le camp des travailleurs » seront présentes dans un peu plus de 200 villes. Elles seront présentes dans la plupart des grandes villes du pays, à Lyon, Marseille,

Bordeaux, Toulouse, dans le Nord et le Pas-de-Calais, dans de nombreuses villes moyennes et petites. De nombreuses listes seront présentes en Île-de-France, et notamment à Paris et en Seine-Saint-Denis. Les candidats de Lutte ouvrière seront également présents à l'élection de la

métropole de Lyon. À La Réunion, une liste sera en lice à Saint-Benoît.

Des listes de Combat ouvrier (UCI) seront présentes en Martinique, à Fort-de-France, ainsi qu'en Guadeloupe, à Capesterre-Belle-Eau et dans la ville des Abymes.

M.B.

Magali Cauchois, enseignante, candidate au Havre



Je suis enseignante remplaçante en collège. Je suis tête de liste au Havre, qui est une grande ville ouvrière et immigrée, bien que la mairie soit de droite. Notre liste est à l'image des travailleurs de la ville. Certains candidats travaillent dans des entreprises liées à l'activité du port, de la raffinerie ou des industries automobile et aéronautique. D'autres, surtout des femmes, aident les

personnes âgées, soignent ou travaillent dans le nettoyage. D'autres encore cherchent du travail ou ont été rendus invalides par des emplois pénibles.

Nous voulons faire entendre les préoccupations des travailleurs: avoir un emploi, toucher un salaire ou une pension qui permette de vivre dignement. Nous voulons faire entendre dans les élections la voix

de ceux qui ne veulent plus accepter la dégradation de leurs conditions de vie. Au Havre, les grèves, les actions et les manifestations contre la réforme des retraites ont été nombreuses depuis le 5 décembre, et ce n'est pas fini.

C'est dans ce contexte qu'Édouard Philippe, qui porte cette attaque violente contre nos retraites, tente de se refaire une santé politique au Havre, où il se présente sans étiquette politique! Je ne sais pas si, en venant faire des visites éclair sur des marchés, il espère faire oublier la politique de son gouvernement au service des riches. En tout cas, il n'est pas bien accueilli par les travailleurs. Et ceux qui tentent de l'interpeller sont toujours tenus à bonne distance par la nuée de gros bras et de journalistes qui l'entourent.

Voter pour la liste Lutte ouvrière au Havre, c'est la façon la plus claire de voter pour son camp, le camp des travailleurs, et de voter contre la politique de ce gouvernement antiouvrier.

Olivier Minoux, ouvrier dans la chimie, candidat à Lyon



Je conduis la liste Lutte ouvrière à la métropole de Lyon. Dotée d'un budget de plusieurs milliards d'euros, la métropole ajoute les attributions d'un département

à celles d'une communauté de communes. Elle est encore plus éloignée du regard des classes populaires que les mairies. C'est un appareil conçu pour servir les

intérêts des grandes entreprises, dans l'industrie, le bâtiment, les travaux publics, l'eau, la collecte des ordures. Les liens sont multiples entre ces patrons et les politiciens qui dirigent la métropole.

En ce qui me concerne, je suis ouvrier dans la vallée de la chimie, en équipe 5x8, depuis vingt-trois ans. Nous sommes exposés quotidiennement à des substances chimiques, ce qui rend le vol de nos retraites criminel, car ce sont des années de notre vie que nous laissons à l'usine. Dans cette campagne, je veux faire entendre le camp des travailleurs face à cette classe patronale qui est le véritable dirigeant de l'État, que ce soit au niveau national ou au niveau de la métropole.



Un site de campagne

Sur <https://www.lutte-ouvriere.org/municipales>:

- la liste des communes où Lutte ouvrière se présente
- nos têtes de liste
- les émissions auxquelles elles ont participé
- l'agenda des réunions publiques
- comment nous contacter

Meetings

Paris

Avec **Nathalie Arthaud** et **Jean-Pierre Mercier**

Samedi 7 mars à 16 heures

Palais de la Mutualité

24, rue Saint-Victor – Métro Maubert-Mutualité



Lyon

Avec **Nathalie Arthaud** et **Olivier Minoux**

Mercredi 11 mars à 19h30

Centre culturel de Villeurbanne

234, cours Émile-Zola – Métro Flachat

Réunions publiques de Lutte ouvrière

Saint-Martin-le-Vinoux

22 février à 14 heures
Salle Hubert-Dubout

Tarbes

22 février à 15 heures
Salle de l'Hexagone

Strasbourg

22 février à 17 heures
Salle Martin-Bucer

Caen

25 février à 18 h 30
Place Champlain

Pau

27 février à 19 heures
MJC du Laiü

Montauban

28 février à 19 heures
Maison de quartier
du Ramier

Annonay

28 février à 18 heures
Salle Voûtée

Villeurbanne

28 février à 19 heures
Maison Berty-Albrecht

Saint-Brieuc

28 février à 20 heures
Petite salle de Robien

Troyes

29 février à 15 heures
Maison de quartier
des Chartreux

Nanterre

29 février à 18 heures
Salle des Terrasses

Vernon

29 février à 16 heures
Villa Castelli

Saint-Fons

29 février à 14 h 30
Salle Spot

Langon

3 mars à 18 heures
Salle du 14-Juillet

Le Havre

4 mars à 19 heures
Salle Franklin

Moulins

4 mars à 18 h 30
Maison des associations

Bourges

4 mars à 18 heures
Espace Michel de Bourges

Évreux

4 mars à 18 heures
Maison de quartier
de La Madeleine

Échirolles

4 mars à 18 h 30
Espace D'Estienne-d'Orves

Angers

5 mars à 20 h 30
Salle du Doyenné

Lannion

5 mars à 20 heures
Espace Sainte-Anne

Les maires et l'emploi: des pouvoirs réduits

Bien des candidats à la mairie des grandes villes promettent d'être les champions de l'emploi dans leur commune. Mais ils ne peuvent y croire eux-mêmes.

Le pouvoir des maires en matière d'emploi n'a jamais été très grand. Si des exonérations d'impôts locaux pendant une période plus ou moins longue, la viabilisation ou la dépollution d'un terrain aux frais de la commune ont parfois été un argument pour attirer telle ou telle entreprise dans une zone industrielle, les patrons ont toujours fait ce qu'ils voulaient. Habités à être servis, liés par mille

liens aux élus des grandes villes, les patrons, surtout les gros, ont toujours pris les aides sans se sentir engagés par les promesses de création d'emplois.

Mais, au fil des réformes administratives, les maires ont perdu le peu de pouvoir qu'ils détenaient en la matière. Ainsi la loi dite NOTRe, votée en 2015, a transféré aux régions le schéma de développement économique, autrement dit

les dispositifs d'aides aux entreprises, les plans d'investissement ou d'innovations. Dans le même temps, la gestion des déchets ou de l'eau, mais aussi, depuis 2014, les plans locaux d'urbanisme ou la gestion des zones d'activité ont été transférés aux communautés de communes.

Du point de vue de la bourgeoisie, petite ou grande, et des notables locaux qui défendent ses intérêts, ces changements dans la loi ont leur importance. Les budgets, les marchés et les liens à établir pour les emporter se décident et

s'établissent à un niveau supérieur. Les grandes entreprises écartent les petites, et les politiciens élus à la région ou à l'intercommunalité écrasent les maires. C'est pourquoi un Gérard Collomb, actuel maire de Lyon, préfère concourir pour présider la métropole plutôt que la mairie.

Du point de vue des classes populaires, ces transferts de compétences ne changent pas grand-chose. Un maire ou un député n'ont jamais eu le pouvoir d'empêcher un patron de fermer ou de délocaliser son entreprise. Au mieux, quand il est proche des travailleurs, socialement et politiquement, un maire peut aider les salariés d'une entreprise à se mobiliser, à s'organiser en mettant les moyens municipaux, y compris juridiques, à leur disposition.

La seule façon d'empêcher les fermetures d'entreprises, d'imposer les créations d'emplois nécessaires, la construction de logements, d'infrastructures ou d'hôpitaux indispensables, sera que les travailleurs et la population se mobilisent, instaurent leur propre pouvoir et imposent leur contrôle sur la marche de l'État, de l'échelon local à l'échelon national.

Xavier Lachau



Les terrains de PSA - La Janais, donnés à Citroën il y a 40 ans, rachetés en 2017 par Rennes-Métropole bien au-dessus du prix du marché.

Rassemblement national: des mairies contre les immigrés et les pauvres

Le parti lepéniste espère se servir des élections municipales pour préparer la future campagne présidentielle de Marine Le Pen. En 2014, il avait déjà présenté près de 600 listes, et avait remporté l'élection dans 11 villes de plus de 9 000 habitants, comme Hayange, Fréjus, Mantes-la-Ville, Beaucaire, etc. Quel est leur bilan ?

Les mairies FN ont ciblé les immigrés, les étrangers et les musulmans. Steeve Briois, le maire de Hénin-Beaumont dans le Pas-de-Calais, a ainsi publié une charte antimigrants. Celui de Cogolin a interdit un spectacle de danse orientale, tandis que celui de Beaucaire a supprimé les menus de substitution dans les cantines scolaires. À Hayange en Moselle, le maire Fabien Engelmann organise chaque année la fête du cochon. Et, dans cette ville ouvrière d'immigration italienne, polonaise et maghrébine, la mairie a fait repeindre en bleu-blanc-rouge les wagonnets de mine de fer installés à l'entrée de la ville. À Béziers, le maire Robert Ménard a

multiplié les saillies contre l'« invasion migratoire » et le « grand remplacement », et les mesures contre les étrangers, par exemple contre les kebabs « pas dans notre culture ».

Dans plusieurs communes, le FN/RN a fait la guerre aux associations et aux organisations syndicales. À Hayange, il a supprimé toute subvention au Secours populaire qui, en 2016, venait en aide à 776 personnes, dont plus de 250 enfants. Il a essayé de l'expulser de ses locaux, puis de lui couper le chauffage et l'électricité. Tout cela a donné lieu à des procès en cascade, finalement gagnés par le Secours populaire. Le maire a également voulu avoir des employés à sa

botte, à la manière d'un roi-let autoritaire ne supportant pas la contestation. Dès juin 2014, une note menaçait le personnel communal de procédure disciplinaire s'il ne respectait pas le « devoir de réserve ». Puis la mairie a taillé dans les effectifs... et a embauché des proches du RN. Aux élections professionnelles de décembre 2018, il y avait 170 inscrits, 61 de moins qu'en 2014. Malgré tout, la CGT l'a emporté.

À Mantes-la-Ville, dans les Yvelines, le maire Cyril Nauth s'est également attaqué aux associations: la Ligue des droits de l'homme, mais aussi le club de football, auquel il a coupé une bonne partie des subventions. Alors, antifoot, le RN? Non, c'est surtout que le club comptait trop de Noirs à son goût. Quant au personnel communal, il a subi de plein fouet la politique de la mairie, au nom du désendettement. Des femmes de ménage, des cantinières, des animateurs de quartier ont été licenciés. Le nombre

d'assistantes maternelles est passé de 45 à 5. En revanche, la mairie a armé la police municipale, formant deux agents et leur achetant... huit revolvers. De façon générale, les élus RN ont souvent renforcé les effectifs de la police municipale et installé des caméras de vidéosurveillance.

Un peu partout, les maires RN ont ainsi voulu se présenter comme de bons gestionnaires, cherchant à désendetter la ville... même quand elle n'était pas endettée. Ces gestionnaires particulièrement antiouvriers suppriment des emplois publics et s'en prennent aux plus pauvres. Ils cherchent à dresser les travailleurs les uns contre les autres, les Français contre les étrangers, les chrétiens contre les musulmans, les Blancs contre les Noirs. Si les élus du RN se comportent comme bien des notables et comme bien des politiciens bourgeois, ils y ajoutent leur pesante crasse réactionnaire.

Michel Bondelet

Macron et le "séparatisme" : pour quelques voix de plus...

Après l'appel à « la vigilance contre l'hydre islamiste » à l'automne 2019, Macron lance une nouvelle campagne aux relents islamophobes contre le communautarisme, que ses communicants ont rebaptisé la sécession ou le séparatisme islamiste.

Macron n'utilise pas le terme de sécession à propos de la villa Montmorency à Paris, ce ghetto de riches entièrement clos, ni à propos de certaines rues fermées et privatisées des quartiers sud de Marseille. Il n'est gêné ni par les processions catholiques sur la colline de Fourvière à Lyon, ni par l'emprise de l'Église catholique sur les écoles privées ou diverses organisations de jeunesse. Seul le communautarisme musulman l'obsède.

Macron préfère délibérément braquer les projecteurs sur des quartiers dans

lesquels des militants de l'islam politique s'activent pour imposer leur emprise morale, parfois matérielle, sur les habitants, en particulier ceux de culture musulmane.

Ainsi, lui et ses ministres occupent le terrain du RN ou de LR. Ils n'ont que faire des sentiments et des difficultés quotidiennes des travailleurs, de toutes origines, qui vivent dans ces quartiers. Ce sont pourtant ces difficultés qui servent de terreau aux courants réactionnaires de toutes obédiences, et pas seulement islamistes. Toutes les

réformes du gouvernement, tous ses choix politiques aggravent la pauvreté et la précarité, réduisent les salaires, les allocations ou les pensions des classes populaires. Le mépris quotidien et la violence ordinaire de sa police, encouragés depuis des mois par Castaner, alimentent un peu plus le sentiment de rejet vécu par la jeunesse de ces quartiers.

Agiter la menace islamiste, entretenir l'amalgame entre terrorisme et islam, est pour Macron un moyen de faire diversion pour tenter de faire oublier sa politique antiouvrière, rejetée par des millions de travailleurs. En prime, il espère gagner des voix auprès des électeurs réactionnaires de droite ou d'extrême droite. Ce faisant,



il encourage encore les racistes, dont certains se sentent autorisés à passer aux actes. De l'autre côté, il stigmatise l'ensemble des musulmans, sommés en permanence de se démarquer des islamistes radicaux.

Ceux qui subissent de plein fouet cette nouvelle campagne sont d'abord les

travailleurs immigrés ou enfants d'immigrés. Avant d'être musulmans, chrétiens, ou... non croyants, les habitants des quartiers désignés par Macron sont d'abord des travailleurs. Accepter la façon dont il les stigmatise serait accepter la division au sein de la classe ouvrière.

Xavier Lachau

Griveaux-Buzyn : un clown chasse l'autre

Benjamin Griveaux, tête de liste du parti gouvernemental aux élections municipales de Paris, a dû jeter l'éponge après la diffusion d'une sexe-tape dont il est la vedette. Après 48 heures d'hésitation, le parti macroniste, et sans doute Macron lui-même, ont désigné Agnès Buzyn, ministre de la Santé, pour le remplacer.

Il n'aura guère fallu que deux jours à Agnès Buzyn pour passer de « Je suis occupée avec les problèmes de l'hôpital, le dossier des retraites et l'épidémie de coronavirus » à « J'ai deux amours, mon pays et Paris ». Et de commencer sa tournée de réunions publiques, suivie par une meute de journalistes extasiés.

Le cirque électoral bat ainsi son plein. Griveaux-Paillasse au nez rouge, incapable de gagner, a été sorti. Auguste Buzyn, clown blanc au visage sérieux, le remplace. Mais de quelles compétences peuvent se prévaloir ces gens pour briguer

des mandats électoraux ou des postes de ministre? Griveaux n'est qu'un politicien de bas étage, même pas capable de s'abstenir d'une exhibition lamentable pour éviter un scandale. Les compétences médicales tant vantées de Buzyn ne l'ont pas empêchée de continuer à détruire le système hospitalier, contre ceux qui y travaillent et manifestent régulièrement leur colère. Son humanisme autoproclamé lui a servi à tenter de faire passer la réforme des retraites. Et, face à l'épidémie de coronavirus, la ministre n'a été que la porte-parole d'un système de santé qui a le mérite de

fonctionner encore, malgré les coups qu'elle et ses semblables lui ont portés.

Pour la plupart des commentateurs il n'y a qu'une seule question : Buzyn peut-elle convaincre mieux que Griveaux, sans même se demander de quoi. Et de gloser à l'infini sur de pures questions de communication et d'image, finissant par trouver Buzyn parfaite pour le rôle. Et voilà comment on transforme une pantalonnade en un coup politique, du moins le croit-on à l'Élysée et parmi ses valets de plume.

Griveaux, Buzyn et les autres sont interchangeables, en un claquement de doigts, car ce sont de simples comédiens. Leur rôle consiste à faire passer la politique décidée par l'État, les hauts fonctionnaires inamovibles et avant tout inspirée par le grand patronat. Quel que

soit le dégoût suscité par ces tristes potiches, les travailleurs ne doivent pas oublier que derrière elles se

tient le grand capital, véritable maître de l'État et de la société.

Paul Galois



Les (v)idéaux de Griveaux

Benjamin Griveaux aura été le modèle du politicien macroniste, sous-genre du politicien tout court. On sait grâce aux médias qu'il est féru de communication et qu'il maîtrise les nouvelles technologies, il l'a d'ailleurs brillamment démontré. Passé chez les Jésuites, il y a visiblement appris à mentir, mais pas assez bien pour rester porte-parole du gouvernement. Arrogant, méprisant les petites gens qu'il a publiquement qualifiés comme « ceux qui fument

des clopes et roulent en diesel », il est aussi connu pour injurier ceux qui lui font de l'ombre dans son propre parti. Comme ses collègues et ennemis, il n'a pas d'idéal mais de simples réflexes d'arriviste.

Toutefois il ne faut pas être injuste. Ayant sans doute entendu qualifier l'équipe Macron de « gouvernement de branleurs », Griveaux a fait ce qu'il a pu pour se montrer à la hauteur.

P.G.

Qui est privé de vie privée?

La publication sur les réseaux sociaux de la vidéo de Griveaux et sa démission ont suscité une vague d'indignation quasi unanime dans le monde politique et médiatique. Tous ces braves gens ont rivalisé de messages affirmant avoir « mal à la démocratie », condamnant la révélation d'une affaire purement privée, affirmant que, Griveaux n'ayant rien fait d'illégal,

les réseaux sociaux ne devaient pas intervenir dans le processus électoral.

Tout ce bruit parce qu'il est arrivé à l'un des leurs la mésaventure de voir un épisode pitoyable de sa vie privée étalé sur le Net. Ce genre de chose arrive pourtant à tout le monde. Qui sait tout de chaque travailleur, jusqu'au moindre centime de son salaire? À quelle vie privée ont donc droit les chômeurs, les

précaires, les migrants? Qui fiche sans relâche les opposants, les militants, les travailleurs rebelles, écoute leurs conversations téléphoniques? L'État a-t-il jamais respecté la vie privée des opprimés?

Pour ne pas avoir mal à leur démocratie, ce genre de commentateurs devrait commencer par ne pas s'asseoir dessus.

P.G.

Macron : Mont-Blanc et façade verte

Macron s'est rendu sur la mer de Glace, le glacier qui descend du massif du Mont-Blanc, où il a pu constater les effets du réchauffement climatique : le glacier a reculé de deux kilomètres et perdu 120 mètres d'épaisseur en un peu plus d'un siècle.

La veille, il avait assisté à une réunion du Conseil de défense écologique, où les participants se sont creusé la tête pour trouver des mesures d'apparence écolo qui ne coûtent rien, ne rapportent pas grand-chose, mais peuvent

peut-être avoir un effet sur l'opinion. Ainsi, dans les zones menacées à court terme d'inondation, les nouvelles constructions seraient interdites (il serait temps!), dans les services publics les achats de plastique à usage unique

seraient supprimés, de même les trajets en avion seraient interdits si un trajet alternatif de moins de quatre heures existe, etc.

Ce n'est pas cela qui va changer le visage de la planète. Lors de sa visite sur le Mont-Blanc un journaliste lui ayant fait remarquer l'énorme circulation de poids lourds qui empuantissent et assourdissent les habitants de la vallée de l'Arve conduisant au tunnel

du Mont-Blanc, Macron a répondu : « Je ne peux pas interdire aux camions de passer. » Visiblement, il ne peut pas non plus favoriser l'alternative ferroviaire.

Rappelons que c'est Macron qui a nommé Elisabeth Borne ministre de l'Écologie, elle qui avait occupé durant des années le siège de directrice de la stratégie à la SNCF. Elle a aussi contribué à la suppression de petites lignes de chemin

de fer, aujourd'hui souvent remplacées par des cars fonctionnant au diesel.

À un mois des municipales, le président tente d'attraper des électeurs avec un coup de peinture verte. Mais, pour cela, Macron et Borne auront d'abord beaucoup de choses à faire oublier et auraient encore plus de mesures efficaces à prendre.

André Victor

Saint-Gervais - Mont Blanc : drapeaux rouges en vallée blanche

Près de 400 manifestants CGT-FO-SUD, venus des deux départements de Savoie, ont défilé jeudi 13 février à Saint-Gervais-Mont-Blanc.

Ils n'entendaient pas laisser Macron faire tranquillement son show écolo dans la vallée

sans lui faire le comité d'accueil qu'il mérite et venir crier leur refus de l'actuelle réforme des retraites.

Dans les prises de parole, un militant cheminot du Fayet a vigoureusement dénoncé le cynisme des politiciens au service du grand capital, qui osent parler du respect de l'environnement alors qu'ils n'ont pas cessé de démanteler le fret SNCF,

de favoriser non seulement les transports par camions mais aussi celui des voyageurs par autocars!

La vallée de l'Arve subit aujourd'hui, à certaines périodes, une pollution atmosphérique supérieure à la région parisienne, alors

que jusqu'aux années 1950 elle était un des principaux lieux d'implantation des sanatoriums où les malades de la tuberculose venaient essayer de retrouver la santé grâce à l'air pur des montagnes!

Correspondant LO



Si tu ne vas pas à la montagne...

Faute de neige sur les pistes, les gestionnaires de la station de sports d'hiver Luchon-Superbagnères, dans les Pyrénées, en ont fait livrer par hélicoptère. Cela a suscité un tollé général, jusqu'au ministère de l'Écologie où l'on parle d'interdire cette pratique.

À Superbagnères, on se défend en évoquant les malheureux enfants qui ne peuvent pas skier alors que leurs parents se sont

saignés pour leur payer des vacances et, surtout, les commerçants qui doivent gagner leur vie. Et de conclure que ce n'est pas grand-chose et qu'il y a bien d'autres gâchis dans ce monde.

Certes. Mais, à sa petite échelle, la neige de Superbagnères montre quand même que la stupidité de cette société peut atteindre des sommets.

P.G.

Lubrizol - Rouen : la catastrophe était prévisible

Le journal Le Monde et le site d'information Mediapart ont révélé samedi 8 février le contenu d'un rapport d'inspection de l'assureur de l'usine Lubrizol. Cette usine classée Seveso a pris feu le 26 septembre 2019 et a plongé la ville de Rouen et sa région sous un nuage de pollution dû à la combustion de milliers de fûts d'hydrocarbures.

Or ce rapport de l'assureur, qui faisait suite à une visite effectuée le 13 septembre, soit 13 jours avant l'incendie, pointait de nombreux problèmes de sécurité. Il critiquait notamment l'utilisation de conteneurs intermédiaires en matière plastique, qui pouvaient fondre en cas d'incendie, répandant leur contenu enflammé sur le sol. L'assureur relevait aussi le manque d'un système de confinement et de drainage suffisant, avec le danger qu'un incendie se propage

très facilement. C'est grosso modo le scénario qui s'est produit le 26 septembre.

Le préfet a dédouané la Direction régionale de l'environnement et du logement (Dreal), chargée par l'État du contrôle des entreprises, en faisant valoir que son rôle consistait à s'assurer que les normes fixées par la loi soient respectées. Manifestement, les normes des assureurs, dont l'œil est rivé sur les coûts engendrés par un sinistre, sont autrement plus rigoureuses que

celles de la Dreal. En outre, celle-ci ne dispose pas d'un nombre suffisant d'inspecteurs pour contrôler toutes les usines dangereuses.

Dans le même ordre d'idées, la mission d'information parlementaire qui a auditionné de nombreux acteurs de cette affaire a découvert que l'entreprise Normandie Logistique mitoyenne, qui stockait des produits finis de Lubrizol eux aussi partis en fumée, n'avait pas été contrôlée depuis 40 ans.

Et pourquoi l'aurait-elle été, puisqu'elle n'était pas répertoriée dans la bonne catégorie? Plusieurs milliers d'entreprises à risque resteraient ainsi sans aucun contrôle!

Les annonces de la ministre de la Transition

écologique Elisabeth Borne, qui mardi 4 février promettait dans la presse un renforcement des contrôles des entreprises dangereuses, ne sont là que pour la

communication. Il n'est pas question d'imposer à ses amis les capitalistes des mesures réellement contraignantes et coûteuses.

Correspondant LO



Grèce : les naufrageurs

Le 13 février, des habitants des îles du nord de la mer Égée ont manifesté contre la construction de camps de migrants fermés décidés par le Premier ministre de droite, Mitsotakis.

La situation est devenue intenable d'abord pour les migrants entassés dans des camps. Selon le Haut-Commissariat aux réfugiés, cinq îles, Lesbos, Samos, Chios, Kos et Leros, concentrent 40 000 demandeurs d'asile dans des camps prévus pour un peu plus de 6 000 personnes. Dans celui de Moria à Lesbos ils sont 16 000, dont 2 000 enfants, huit fois plus que la capacité officielle. Les conditions sanitaires sont épouvantables, la promiscuité et l'entassement insupportables et, en septembre 2019,

un incendie a détruit une partie du camp.

Mais la seule préoccupation du gouvernement Mitsotakis est sécuritaire : il veut construire des camps fermés dont ne pourront pas sortir les migrants en attente d'une expulsion déjà décidée, ceux qui ont une conduite jugée incompatible avec l'octroi de l'asile et les nouveaux arrivants.

Une grande partie des habitants, qui avaient d'abord accueilli ces réfugiés, ne supportent plus la situation. Ils refusent des



Le camp de Moria, dans l'île de Lesbos.

camps supplémentaires et demandent le départ des migrants. Mitsotakis a jeté de l'huile sur le feu en décidant, pour construire ces centres fermés, de réquisitionner des terres, déclenchant ainsi la colère des paysans locaux.

Dernière initiative de ce

gouvernement qui joue sur la fibre xénophobe : il serait question de construire au large de Lesbos un mur flottant, une barrière d'un peu plus d'un mètre de haut et longue de trois kilomètres, munie de feux clignotants pour dissuader les bateaux de s'aventurer vers l'île.

Une invention digne de naufrageurs, parmi lesquels on peut classer aussi les gouvernements européens qui paient pour que la Turquie et la Grèce éloignent les pauvres de leurs frontières, et qui se contentent de regarder ailleurs.

Sylvie Maréchal

Migrants : face aux blocages des pays européens

Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 1 300 migrants sont morts ou portés disparus en 2019 en tentant de traverser la Méditerranée.

Le chiffre est inférieur de près de la moitié à celui de l'année précédente, estimé à 2 260 par le Haut-Commissariat de l'ONU, alors que le nombre de passagers ayant franchi la Méditerranée était presque le même chaque année. Il n'y a pourtant pas de quoi se réjouir de cette baisse.

Tout d'abord, le nombre

de vies brisées reste énorme, et la plupart des victimes sont de jeunes hommes et femmes, souvent avec des enfants, ayant emprunté cette voie qu'ils savaient dangereuse dans l'espoir d'une vie meilleure, pour eux comme pour leur famille restée au pays et qu'ils voulaient aider. Mais surtout alors que jusque'en 2015 le nombre de

migrants qui arrivaient en Europe augmentait régulièrement, atteignant plus d'un million, il baisse chaque année. L'accueil dans les pays européens n'a cessé de se restreindre, des barrières, des murs se sont dressés, des interdictions d'accoster se multiplient, y compris vis-à-vis des bateaux humanitaires qui recueillent les étrangers. Beaucoup se voient refoulés en Afrique, renvoyés dans le désert où ils n'ont que peu de

chances de survivre, ou en Libye où ils sont prisonniers, esclaves, victimes de racket, des passeurs avides et trop souvent de sévices.

Ces conditions lamentables de survie des migrants, quand ils ne meurent pas dans la traversée de la Méditerranée, les gouvernements européens les connaissent parfaitement, et d'autant mieux qu'ils s'arrangent avec des dictatures comme le régime libyen

pour que ces dernières fassent le sale travail. Après avoir pillé les richesses des pays africains et du Moyen-Orient pendant des décennies et en continuant de le faire, ces gouvernements si complaisants envers les riches de la planète rejettent à la mer ou dans des centres de rétention, véritables prisons, des hommes et des femmes qui aspirent tout simplement à vivre.

Marianne Lamiral

Brésil : grève chez Petrobras

Au Brésil, depuis le 1^{er} février, un tiers des 69 000 salariés de Petrobras sont en grève dans cette multinationale pétrolière, leader mondial de l'exploitation en eaux profondes, et présente dans dix-huit pays.

Première entreprise brésilienne, Petrobras compte à elle seule pour 6,5 % du PIB national, affiche 90 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel et plus de 7 milliards de bénéfice net. Elle verse

chaque année 40 milliards au budget de l'État. La grève touche, dans treize États du Brésil, 56 plateformes d'extraction, 23 terminaux pétroliers, onze raffineries et sept centrales thermiques.

La raison immédiate de la grève est la fermeture d'une usine d'engrais dans le Parana, au sud du pays. Cette usine avait été achetée en 2012, à un moment où Petrobras diversifiait ses activités. Aujourd'hui, suite à la baisse du prix mondial du pétrole et à un scandale politico-financier au Brésil, la société veut se désendetter et se replier sur son cœur de métier,

le pétrole. La fermeture de l'usine laisserait 1 000 travailleurs sur le carreau, 400 sous contrat Petrobras et 600 de la sous-traitance. La Fédération unique des pétroliers (FUP), qui rassemble tous les syndicats du secteur, reproche à Petrobras de ne pas respecter un accord sur la négociation signé en 2019.

La fermeture de cette usine d'engrais n'est qu'un pas dans une politique de division et de privatisation préparées depuis longtemps. Le président brésilien Bolsonaro veut les réaliser à marches forcées d'ici la fin de son mandat, en 2022. « Il y a de gros morceaux qui pensent qu'ils ne seront pas privatisés, mais nous y arriverons », a déclaré son ministre de l'Économie, Guedes. Les gazoducs ont été vendus pour 8,6 milliards de dollars, les ventes aux enchères de gisements en pleine mer se poursuivent, tandis que l'État brésilien a déjà vendu pour plus de 10 milliards de dollars d'actions qu'il détenait. Les grandes puissances, dont les banques détiennent déjà une bonne part du capital de Petrobras,

ne seront pas fâchées de voir disparaître une multinationale de cette taille, dans un pays qui ne fait pas partie du club des pays impérialistes.

Les grévistes s'opposent à la fermeture de l'usine d'engrais et à la privatisation de Petrobras, mais ils proposent aussi une politique de prix favorable aux couches populaires. Ils demandent la fin de l'alignement des prix pratiqués au Brésil sur les prix internationaux. Elle permettrait de réduire de moitié le prix des carburants et celui de la bonbonne de gaz présente dans toutes les cuisines. C'est aussi la revendication des camionneurs, entrés en lutte lundi 17. À titre de propagande, le syndicat FUP a mis en vente à Pernambuco 200 bonbonnes de gaz à 9 dollars, au lieu des 16 habituels. Le syndicat a bien précisé qu'il n'était pas question d'entraver la distribution des carburants dans les stations-service. Mais Petrobras est bien décidé à faire payer aux travailleurs les frais de sa restructuration.

Vincent Gelas



Mexique : l'horreur des féminicides

Le 9 février au Mexique, une jeune femme de 25 ans, Ingrid, a été retrouvée assassinée et éviscérée par son compagnon, un ingénieur de 46 ans. Ce crime sauvage a déclenché une réaction massive des femmes, qui ont manifesté dans les rues de Mexico, le 14 février.

« Pas une de plus », ont lancé les manifestantes, dont certaines portaient les foulards mauves des féministes ou les foulards verts des militantes pour le droit à l'avortement. Beaucoup se dissimulaient le visage avec des cagoules ou du maquillage, par crainte de représailles. Il y a eu des rassemblements et des manifestations d'hommage à cette jeune femme dans sept États du pays.

Les clichés de la victime et la confession de son meurtrier se sont étalés dans les journaux à sensation, ce qui a contribué à la fois à alimenter la colère des femmes contre un crime révoltant mais aussi contre la vénalité des marchands de papier. Cette colère s'est exprimée contre le journal *La Prensa*, dont plusieurs véhicules de livraison ont été saccagés et incendiés la veille de la manifestation.

C'était la réponse aux propos désinvoltes du dirigeant du journal, qui ne voulait pas s'excuser de la manière dont il avait traité l'affaire, préférant le racolage à la dignité de la personne.

La société mexicaine est une des sociétés du continent américain où la vie humaine vaut le moins cher. Gangrenée par diverses mafias, allant des partis gouvernementaux, clientélistes depuis toujours, aux narcotrafiquants qui disposent de moyens suffisants pour corrompre ou éliminer ceux qui pourraient leur barrer la route, les meurtres y sont très fréquents.

Les meurtres de femmes ont longtemps frappé les ouvrières travaillant dans les usines sous-traitantes installées à la frontière nord du Mexique. Mais depuis 2015, dans cette société très machiste, les meurtres de



HENRI ROMERO REUTERS

femmes tuées par leur compagnon ont explosé. En 2019, on a recensé 1006 assassinats de femmes, une augmentation de 145 % par rapport à 2015.

Six femmes mexicaines de moins de 15 ans sur dix sont victimes d'agressions physiques et sexuelles. Mais la très grande majorité d'entre elles ne portent pas plainte parce que la police ne donne pas suite, ou tient les propos stupides qu'ont sert partout aux femmes agressées : il ne fallait pas sortir non accompagnée, ou ne pas porter de jupe trop courte.

Des manifestantes ont

interpellé devant le palais présidentiel le président Andrés Manuel Lopez Obrador pour qu'il agisse contre les féminicides. Il a déclaré qu'il ne « ferait pas l'autruche », mais jusqu'à présent il s'est montré plus efficace contre les migrants qui tentent de rejoindre les États-Unis. Sa ministre de l'Intérieur a entonné le couplet : « Les revendications des femmes sont notre priorité. » Une enquête a été ouverte à propos de la diffusion des photos d'Ingrid. Le Parlement local de Mexico a déposé un projet de loi condamnant à de fortes peines de prison la divulgation de

telles images. Mais la question des meurtres de femmes est sur la table depuis plusieurs années, sans que cela ait mis un terme à ce fléau. Pire, il a pris de l'ampleur.

« Mes amies me protègent, pas les policiers », scandaient des femmes dans la manifestation, conscientes que, pour les protéger, elles ne peuvent guère compter sur un État gangrené par la corruption. Les mobilisations de femmes ces derniers mois dans plusieurs pays d'Amérique latine, au Chili, en Argentine et au Salvador, montrent que ce n'est pas spécifique au Mexique.

Jacques Fontenoy

Russie : liberté pour les sept de Penza !

Le tribunal militaire de Penza, une ville d'un demi-million d'habitants dans le centre de la Russie d'Europe, vient de frapper lourdement sept jeunes anarchistes. Membres du groupe Set' (le Réseau), ils étaient déjà incarcérés depuis fin 2017, inculpés d'avoir préparé des attentats en Russie lors de l'élection présidentielle, puis du Mondial de football. Trois autres de leurs camarades, arrêtés à Saint-Pétersbourg, doivent être jugés d'ici fin février.

Les peines prononcées vont de six à neuf ans de colonie pénitentiaire à régime dit ordinaire pour deux d'entre eux, et de dix à dix-huit ans

de pénitencier à régime sévère pour les cinq autres.

Ce sont de lourdes peines, en accord avec la façon dont la FSB (la police politique qui

a succédé au KGB) et le pouvoir mènent d'ordinaire la répression en Russie. Car il y est courant d'accuser de terrorisme des militants d'extrême gauche, de les incriminer, afin de les discréditer, d'avoir organisé un trafic de drogue et d'être liés avec le groupe fascisant ukrainien Pravyi Sektor. Ordinaires sont aussi la façon d'obtenir des aveux sous la torture et la réponse à ce sujet du procureur : l'enquête (menée, sinon par les tortionnaires,

par leurs collègues) n'a pas confirmé les dires des accusés... Et c'est encore la routine pour la police que d'avoir fabriqué des preuves : des carabines de jeu présentées comme des armes de guerre, de la poudre à canon déposée chez un jeune.

À l'audience, tout en se revendiquant des idées anarchistes antiautoritaires, les sept jeunes ont dénoncé ces accusations comme absurdes, sans lien avec la réalité, tout comme les aveux qu'on leur a arrachés.

Chargés par la FSB de faire un exemple, les juges n'ont pas bronché. Le tribunal en a même rajouté dans le zèle répressif, en ordonnant la destruction de biens appartenant aux accusés, tels des téléphones mobiles, des cartes SIM, mais aussi *Le Capital* de Marx, « un moyen pour commettre un crime, mais sans valeur ». C'est ridicule, à moins que les juges aient pensé que, Marx ayant décrit son ouvrage comme « la plus redoutable bombe qui ait été lancée à la face de la bourgeoisie », cela pouvait étayer leur accusation de détention d'engin explosif!

Au chapitre des coups tor-dus et coups tout court des agents du Centre E (E pour « lutte contre l'extrémisme »), une branche de la police

politique très active dans tout le pays, il faut ajouter ce qui est arrivé à des soutiens et amis des condamnés. Le soir du jugement, la police politique en a arrêté quatre qui repartaient en train vers Moscou, et vingt autres qui passaient la nuit chez des proches des accusés, la police continuant de monter la garde au pied de leurs logements les jours suivants.

Les avocats des sept de Penza vont faire appel. Sans grandes illusions, disent-ils. Quand cela fait trop scandale, comme récemment à Moscou, le Kremlin peut ordonner qu'on relâche un journaliste critique, chez qui la police avait déposé de la drogue. Mais, dans des villes comme Penza, policiers et juges se sentent les mains libres pour frapper tout ce qui bouge, et qui pourrait inciter la jeunesse à le faire. Surtout quand il s'agit de petits groupes d'extrême gauche. Car, malgré tous les efforts des autorités et de leurs sbires, de tels groupes apparaissent et réapparaissent régulièrement dans les villes de Russie, comme une expression spontanée mais bien vivante du refus, dans la jeunesse, d'un ordre social et politique injuste.

Pierre Laffitte



Les militants anarchistes dans la cage vitrée du tribunal militaire.

Sécurité sociale : **mythe et réalité**

Mardi 11 février, jour anniversaire de sa mort, *L'Humanité* et les députés du PCF ont rappelé qu'Ambroise Croizat, dirigeant de la CGT et du PCF, était ministre du Travail entre 1945 et 1947. C'est sous son ministère que furent institués la Sécurité sociale et le système des retraites, pour ne parler que des réformes les plus marquantes.

Le PCF mais aussi la CGT, le mouvement de Mélenchon et d'autres n'ont cessé de répéter que les mesures sociales prises par les gouvernements PCF-PS-MRP, avec puis sans de Gaulle, étaient une œuvre de justice sans équivalent et ils en parlent aujourd'hui comme d'un paradis perdu. Il ne s'agit pas de nier que la Sécurité sociale, par exemple, fut un progrès notable pour toute une partie de la classe ouvrière. Aujourd'hui, contre la politique des gouvernements successifs et du grand patronat, il faut s'opposer à tous les reculs concernant la Sécurité sociale, les retraites, les services publics, etc. Mais cela ne doit pas empêcher de se demander de quel prix la classe ouvrière a

payé, et paye encore, le compromis passé à la Libération entre le PCF, l'État et le grand patronat.

Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, le système de domination impérialiste était ébranlé. Les destructions sans nombre, les régimes de terreur, la compromission évidente du grand patronat avec tous les fauteurs de guerre, la misère profonde dans les métropoles détruites, la révolte grandissante dans les colonies pouvaient, comme entre 1917 et 1921, ouvrir la voie à une vague révolutionnaire. Bien loin alors de saisir l'occasion, le PCF, et tous les partis staliniens avec lui, contribuèrent à rétablir l'ordre capitaliste, dans le cadre de l'accord général passé entre

la Russie de Staline et les États-Unis de Roosevelt. L'appareil du PCF y gagna son intégration dans la société bourgeoise, des postes de ministres et d'administrateurs divers, et la gestion des caisses de Sécurité sociale qu'il invitait les militants à créer « de leurs mains », comme disait Croizat.

Participer à la reconstruction de la France impliquait aussi que les militants du PCF se transforment en gardes-chiourme de la classe ouvrière. Dans ces années-là il fallait produire, produire encore, avec rien dans le ventre et pas grand-chose sur le dos. La CGT, celle de Croizat, s'opposait aux grèves et demandait aux mineurs, entre autres, de se tuer littéralement à la tâche. Bien loin de défendre les intérêts des travailleurs, la CGT les dissuadait de défendre leurs conditions de vie les plus élémentaires, jusqu'à ce que la marmite explose avec les grèves de 1947. Dans la même période,



Affiche du PCF en 1952.

les marges des entreprises et les profits patronaux retrouvaient des couleurs.

Plus grave encore, car les travailleurs en paient toujours le prix politique, le PCF s'opposa aux révoltes dans l'Empire colonial. Ses ministres approuvèrent les féroces répressions en Algérie, en Indochine, au Sénégal, à Madagascar. Loin de soutenir les peuples en révolte et d'appeler les travailleurs de métropole à faire de même, le PCF les couvrit d'injures. La direction des révoltes échut alors aux nationalistes, la coupure entre prolétaires de la métropole et prolétaires des colonies perdura, l'alliance nécessaire entre eux ne fut pas scellée. Une opportunité révolutionnaire fut alors sabotée en pleine conscience. Le PCF joua alors, à la suite de Staline, le rôle de gardien de l'ordre impérialiste précisément au moment où la révolte éclatait, c'est-à-dire au moment décisif.

Bon an mal an, le système social construit sur

ce compromis, à l'usage des seuls travailleurs de la métropole ayant des papiers en bonne et due forme, a perduré jusqu'à nos jours. Mais il est attaqué et prend l'eau de toutes parts depuis que la crise pousse les capitalistes à détrousser le monde du travail pour sauver leurs profits. La réforme des retraites de Macron-Philippe n'est que le dernier, mais pas l'ultime coup d'une longue série.

La poursuite de ces contre-réformes tend à ramener la classe ouvrière à sa condition première, l'exploitation sans fard. D'une certaine façon Ambroise Croizat, qui n'avait peut-être pas tout oublié de sa jeunesse d'ouvrier révolutionnaire, l'avait prévu, qui disait en effet : « Il ne faut pas parler d'acquis sociaux mais de conquêtes sociales, car le patronat ne renonce jamais. » Cela ne l'a pas empêché, en bon réformiste, de servir à la bourgeoisie le moyen de se sortir d'un mauvais pas.

Paul Galois



1947, les ouvriers de Renault en grève.

Complémentaires santé : **toujours plus chères**

L'association UFC-Que choisir vient de publier une enquête qui révèle une forte augmentation des tarifs des complémentaires santé. Les prix de ces dernières ont augmenté de près de 5% en moyenne, soit 80 euros de supplément à l'année, et parfois de 150 sur certains contrats.

Mais ce chiffre de 5% cache de fortes disparités, puisque la complémentaire privée Swift-life a connu une hausse de plus de 12%, quand à Malakoff Humanis l'augmentation est de 8%. La MGEN, la mutuelle de la plupart des enseignants, voit ses tarifs augmenter de 6%.

Cette hausse s'explique en partie par la mise en place depuis le 1^{er} janvier du remboursement à 100% pour certains soins dentaires et pour l'optique. Une part de 70% est remboursée par la Sécurité sociale et le reste-à-charge doit maintenant être remboursé par

les complémentaires santé. Cette mesure, présentée par le gouvernement comme une conquête sociale essentielle, va donc en fait être payée par une partie des salariés et faire baisser leur pouvoir d'achat.

Réagissant à cette envolée des tarifs, le gouvernement feint de s'indigner. Il avait pris la même posture l'an dernier quand déjà les complémentaires avaient augmenté. La ministre de la Santé d'alors, Agnès Buzyn avait même évoqué un sabotage politique organisé par les mutuelles. Mais si le gouvernement a mis en place le

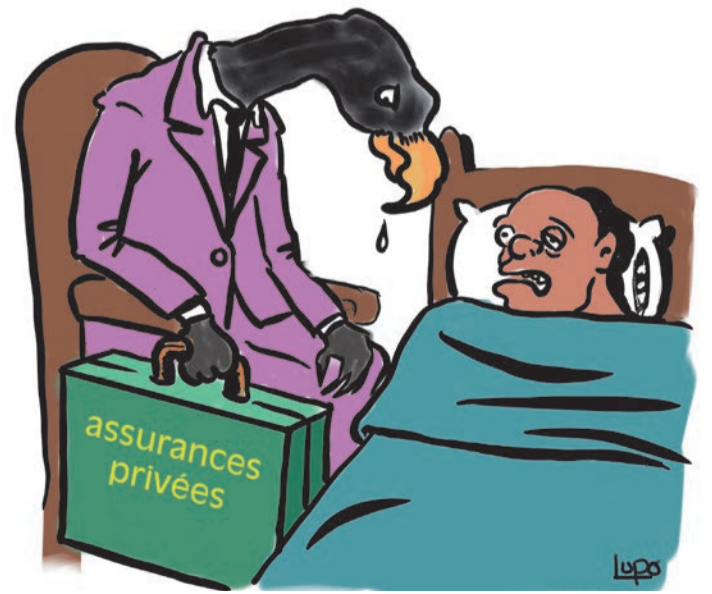
100% au nom de la solidarité nationale, il n'a pas dit qui le financerait. En fait il était implicite que, comme toujours, les salariés seraient mis à contribution, puisqu'il n'a jamais envisagé une hausse des cotisations patronales. Depuis des années, les gouvernements s'ingénient au contraire à baisser la part patronale dans le financement de la Sécurité sociale.

De surcroît, ces complémentaires santé sont devenues obligatoires et les assurances privées se sont engouffrées dans ce marché très rentable qui représente près de 33 milliards d'euros. Pour les assureurs privés non plus, il n'est pas question de prendre sur leur marge pour financer le reste-à-charge. Au contraire, ces assureurs en profitent même certainement pour

accroître leurs bénéfices. La seule mesure que propose aujourd'hui le gouvernement consiste à permettre au salarié de changer plus facilement de mutuelle. La

solidarité nationale, telle que la conçoit ce gouvernement au service des capitalistes, consiste à faire payer les travailleurs!

Aline Urbain



ENA: tout change pour que tout reste pareil

En plein mouvement des gilets jaunes qui dénonçaient l'élitisme des dirigeants, Macron avait évoqué la possibilité de transformer l'ENA, École nationale d'administration, pépinière de hauts fonctionnaires, en un organisme qui devait être plus démocratique et plus proche de la population.

Ce serait bientôt chose faite, l'ENA devant fermer ses portes et céder la place à l'EAP, l'École d'administration publique. C'est qu'au gouvernement, on s'y connaît pour ce qui est de changer les noms, sans évidemment changer les choses.

Bien sûr, le rapport qui vient d'être remis au gouvernement propose un recrutement plus large, accessible aux élèves de milieux modestes ou à des candidats ayant déjà une activité professionnelle, et pas seulement aux étudiants généralement issus de milieux aisés. Ils auraient une formation de terrain, comme l'encadrement des jeunes du

service national universel, des expériences concrètes dans les hôpitaux, les tribunaux, les mairies. Tout cela, paraît-il, leur permettrait d'être davantage à l'écoute de leurs concitoyens pour mieux les servir.

Ce n'est pas la première fois que l'on entend cette chanson et le recrutement de l'ENA a même un peu changé, sans que cela change quoi que ce soit sur le fond. Car si l'école forme ses élèves à quelque chose, c'est bien à servir l'État. Et l'État n'est pas celui de la population, des travailleurs, mais celui des possédants. Les hauts fonctionnaires, préfets, administrateurs, hauts magistrats, inspecteurs des



La promotion 2018-2019 de l'ENA.

finances, chefs de la police, sont ceux qui, souvent dans la coulisse et ignorés du grand public, mettent en pratique la politique de défense au quotidien et sur le long terme des intérêts des

classes possédantes.

Jamais élus, souvent bien plus longtemps en poste que les ministres ou présidents dont ils sont censés mettre en œuvre les décisions, ils ne sont contrôlés que par

leurs pairs. L'école qui les forme y a gagné une si mauvaise réputation qu'il faut maintenant changer jusqu'à son nom... pour que tout reste pareil.

Sylvie Maréchal

Santé: le désert médical progresse

La Drees (Direction de la recherche, des études, des évaluations et des statistiques), qui est le service statistique du ministère de la Santé, vient de publier une étude où elle informe de l'extension de la désertification médicale sur les quelques dernières années.

Si 2,5 millions de personnes ont eu en 2015 des difficultés pour obtenir un rendez-vous avec un médecin généraliste, en 2018 elles étaient 3,8 millions, soit une augmentation de 50 % en

trois ans de la population des déserts médicaux. C'est en Guyane, en Martinique et en Guadeloupe que la situation est la pire. En métropole, c'est l'Île-de-France qui est la plus touchée, avec

1,8 million de personnes ayant beaucoup de mal à rencontrer un généraliste.

L'information n'est pas vraiment nouvelle. Il y a quelques mois déjà, une enquête de l'association UFC-Que Choisir montrait que près de la moitié des généralistes ne prenaient plus de nouveaux patients. En conséquence, plus de 10 % de la population n'a pas de médecin traitant, avec toutes les

conséquences tant sur la santé que sur le porte-monnaie des exclus de ce système.

Il manque des médecins parce que, pendant des décennies, les gouvernements ont maintenu des quotas pour limiter le nombre d'étudiants en médecine. La suppression de ce numerus clausus devrait permettre d'augmenter la population de médecins mais pas avant une douzaine d'années, le

temps qu'ils soient formés.

En attendant, le désert avance. Mais pas de manière uniforme. Il y a des régions bien arrosées, ou plutôt des populations bien pourvues dès lors qu'elles peuvent payer le tarif du secteur 2, voire les dépassements d'honoraires, et d'autres zones d'autant plus défavorisées que leur population n'a pas les moyens de le faire.

Sophie Gargan

Dividendes: toujours plus haut

En dix ans, les dividendes versés aux actionnaires à l'échelle internationale ont doublé. Un nouveau record a été atteint en 2019 avec 1 425 milliards de dollars. On peut dire que les actionnaires se sont bien remis de la crise de 2008!

Cette hausse des dividendes s'observe partout dans le monde, même si c'est à des degrés différents. Elle a été de 173 % au Japon et de 136 % aux États-Unis depuis 2010, et de 53 % en Europe.

Partout l'argent coule à flots pour ceux qui possèdent les grandes entreprises. Les pétroliers Shell, Exxon Mobil, BP ou Total, les banquiers HSBC ou JP Morgan, les trusts de la pharmacie Johnson & Johnson ou Pfizer ainsi que les inévitables Microsoft et Apple ont été les plus généreux.

Cet argent est le fruit

du travail humain, et d'une exploitation de plus en plus féroce. En France, les groupes qui ont distribué le plus de dividendes, comme Sanofi ou BNP Paribas, ont pour la plupart en même temps procédé à des réductions d'effectifs. Pendant que l'argent coule à flots pour une infime minorité de privilégiés dans le monde, partout la situation des travailleurs s'aggrave, des continents entiers sont plongés dans la misère et, même dans les pays développés, les gouvernements au service de ces gros actionnaires détruisent les services

publics et osent prétendre que l'argent manque pour les entretenir.

Ces sommes colossales, qui seraient indispensables au bien-être de la population, sont ainsi gaspillées. Depuis 2008 la production mondiale stagne et les capitalistes ont si peu confiance dans le développement de leurs entreprises qu'ils se refusent à y investir. Ils préfèrent dilapider des milliers de milliards de dollars en dividendes qui, après quelques dépenses somptuaires faites par les possesseurs de grandes fortunes, iront grossir les circuits de la spéculation. C'est un système de fous qu'il est urgent de renverser.

Daniel Mescla

Pesticides: urgent d'attendre ?

Le Conseil d'État a rejeté vendredi 14 février la requête en référé des maires ayant pris des arrêtés antipesticides. Ils jugeaient insuffisantes les distances d'épandage fixées par le gouvernement le 1^{er} janvier dernier.

Depuis cette date, les agriculteurs doivent respecter une distance de sécurité de 5 à 10 mètres entre les zones d'épandage de pesticides et les habitations, les maisons de retraite et les écoles. Cette distance est portée à vingt mètres pour les produits les plus dangereux, qui ne représentent que 0,3 % des pesticides.

Jugeant cette distance insuffisante et réclamant 150 mètres entre les zones traitées et les habitations, des maires ont donc attaqué cet arrêté. Le Conseil d'État a rejeté leur requête, considérant qu'il n'y avait pas urgence et repoussant

l'examen sur le fond à une date ultérieure.

En matière de santé publique, il est très rare que les autorités trouvent urgent d'intervenir. L'exemple de l'amiante est à ce titre significatif. Le risque lié à la fibre d'amiante était connu en 1897, il a été dénoncé en France en 1970 et l'amiante a été interdit... en 1997. L'amiante continue de tuer aujourd'hui. Mais pour l'État, quand il s'agit de la santé d'une partie de la population, et en particulier quand des intérêts économiques sont en jeu, rien n'est urgent!

Aline Urbain

Charles-River – Rhône : licenciements de militants

La direction de Charles-River, une entreprise spécialisée dans la recherche sanitaire située à Saint-Germain-Nuelles, près de l'Arbresle dans le Rhône, a engagé depuis fin janvier des procédures de mise à pied et de licenciement contre quatre militants syndicaux.

La raison invoquée est la consommation d'alcool dans l'entreprise, à l'occasion de départs en retraite, mariages, naissances. La direction a le cynisme de justifier ces mesures par son attachement « à la préservation de la santé et de la

sécurité de chacun »!

Ce n'est évidemment qu'un prétexte pour se débarrasser de travailleurs combatifs : en 2014, une grève avait mobilisé pendant plusieurs jours près de la moitié de cette usine pour s'opposer à des

suppressions de postes.

Dès l'annonce des mesures de la direction de Charles-River, la solidarité s'est organisée. Les travailleurs du site ont été appelés à la grève jeudi 13 février pour soutenir leurs camarades, et des militants des entreprises chimiques du département sont venus apporter leur soutien.

De son côté, la direction a fait campagne pour intimider les travailleurs de l'usine et les dissuader de débrayer,

en parlant de grève illégale, convoquant ceux qui ont signé une pétition et organisant des réunions de service. Et, à ce jour, elle maintient le licenciement de trois travailleurs et une mise à pied de cinq jours pour une quatrième.

La direction se sent aujourd'hui en position de force et croit pouvoir museler les travailleurs pour leur imposer ses sales coups. Il n'est pas dit qu'elle y parvienne.

Correspondant LO



Dans nos bulletins
Lutte ouvrière

E-n-r-a-d-e

Que faire quand le réseau est en rade ? Peut-être prendre son bâton de grand voyageur pour aller du RDC au 1^{er} étage, puis du 1^{er} étage au 2^e étage et, si ça ne marche pas, faire le chemin inverse afin d'avoir une chance de trouver un bureau où le réseau est enfin utilisable.

Et si l'on ne trouve pas, il est souhaitable de ne pas trop stresser et, pour ce faire, aller prendre un bon café. La technologie à ses lois, faut pas aller contre!

Télécom – Montpellier

L'argent, il y en a

En deux ans, Safran a distribué 3,8 milliards d'euros de dividendes aux actionnaires

Alors, pas la peine d'essayer de nous faire croire que cela va mal à cause de Boeing. Ce n'est pas à nous de faire des sacrifices. Il faut aller chercher l'argent là où il est... dans les poches des actionnaires

Ariane group – Le Haillan

Coup de chaud en peinture

Vendredi d'il y a deux semaines, en Peinture, les travailleurs du mastic se sont mis en grève : il ne faisait pas plus de 15 ° dans l'atelier ! La direction a répondu que c'était une température suffisante pour travailler. Alors, évidemment, nous nous sommes chargés de faire monter la température... en stoppant le travail.

La direction s'est déplacée, et là elle a pu constater qu'il n'y avait pas que le chauffage qui posait problème.

Renault – Flins Tôlerie Peinture

Y'a mieux comme situation normale

Caténaire qui lâche, éboulement sur les voies, travaux non rendus à temps, signaux éteints, perte de l'indexation des trains au niveau des postes : pas un jour ne se passe sans que les trains soient retardés ou supprimés.

Le retour à une situation dite normale n'offre pas moins de galère pour les usagers et les cheminots!

SNCF – Montparnasse

L'amiante tue

L'ancienne usine Elm Leblanc rue Diderot à Drancy a été déclarée site amiante. Il y en avait beaucoup : dans les fours, les gants (moufles), les joints, etc. Ce sont des années après le contact que des salariés (pas seulement les ouvriers) peuvent être déclarés malades du cancer de la plèvre.

Les patrons nous ont exploités et, à la retraite, ils nous laissent un cadeau empoisonné.

ELM Leblanc Bosch – Drancy



Accident de Dudelange : circulez, y'a rien à voir...

Trois ans après l'accident ferroviaire de Dudelange, au Luxembourg, qui avait conduit à la mort du conducteur du TER ayant percuté un train de marchandises, la justice luxembourgeoise a requis un non-lieu dans cette affaire. Le seul coupable selon elle serait le conducteur décédé qui n'aurait pas respecté un signal de sécurité.

Sauf que tout accuse les chemins de fer et les États : le signal d'alarme de l'époque, qui aurait dû être remplacé depuis longtemps, n'a pas fonctionné et n'a pas prévenu le conducteur du franchissement du signal de sécurité. Le crocodile (le contact monté sur les rails) n'a pas transmis d'impulsion électrique informant le conducteur qu'il venait d'ignorer le signal.

Le système crocodile de répétition des signaux par contacts fixes de la voie aurait dû être remplacé depuis 2005 par un système plus performant, l'ETCS niveau 1 (European Train Control System), qui n'était pas mis en service sur la ligne Luxembourg-Thionville. Si tous les trains franchissant la frontière, qu'ils soient luxembourgeois ou français, avaient été équipés de cette technologie, qui peut déclencher un freinage d'urgence si les règles de circulation ne sont pas respectées, il n'y aurait pas eu d'accident.

Le coupable est là, dans une politique d'économies des États qui ont retardé la modification d'un système de sécurité obsolète et qui fonctionnait mal.

Correspondant LO

Piscine – Saint-Étienne : économies aux dépens du personnel et du public

Les yeux, la peau et la gorge irrités, c'est ce que vivent par épisodes successifs le personnel et le public de la piscine Yves-Nayme de Saint-Étienne. Les mécaniciens travaillent avec un produit cancérigène. Tout a été signalé depuis des mois, pourtant la direction a commencé par noyer le poisson en dissuadant le personnel d'exercer son droit de retrait. La CGT et FO sont intervenues en décembre pour signaler le danger grave pour la santé. Résultat : la municipalité

a envoyé ses experts pour acheter un appareil de mesure de l'air qu'elle aurait dû acheter depuis plusieurs années!

Mais, suite à un nouveau record dans les mesures de produits dangereux, et sous la pression du personnel, la municipalité a décidé de fermer la piscine vendredi 14 février, en urgence. Des mois à minimiser ce que dénonçaient usagers et personnel, le maire ne manque pas d'air!

Correspondant LO

BPCE : Caisses d'épargne... surtout les salaires

La Caisse d'épargne prévoit de remplacer certains de ses salariés, dans les zones rurales, par des conseillers bancaires ayant le statut d'autoentrepreneur.

Dans bien des réseaux bancaires, les conseillers sont déjà payés à la commission, en plus d'un salaire fixe pas toujours joulou. À partir de juin, dans les Caisses d'épargne de Bretagne-Pays de la

Loire, ces nouveaux précaires seront donc même privés de salaire.

Pourtant le groupe BPCE, à la tête des Caisses d'épargne, n'est pas en difficulté : au quatrième trimestre 2019, il a annoncé 7,8% de croissance de ses revenus et 3 milliards d'euros de résultat net pour l'ensemble de l'année passée.

Lucien Détroit



Renault : des pertes, mais combien de gains ?

Avec l'annonce de ses résultats financiers de 2019, une perte nette du groupe de 141 millions d'euros, Renault a aussi lancé une campagne de presse alarmiste.

Tenu de fournir des explications aux financiers investisseurs, le constructeur évoque « *principalement la moindre contribution des entreprises associées, en baisse de 1 730 millions d'euros, et une charge d'impôts différés en France pour 753 millions d'euros* ». En clair, les commandes pour Nissan et Daimler auraient baissé, les véhicules diesel se seraient moins vendus en Europe, tout comme les composants sur les marchés iranien et chinois. Une autre explication avancée est le fait... d'avoir dû payer ses impôts !

Pour remettre les choses au point, Renault dispose

tout de même d'une confortable trésorerie, appuyée sur les presque 17 milliards accumulés sur les cinq années précédentes. Le groupe a pu verser 312 millions de dividendes aux capitalistes actionnaires en 2019 ! Le prochain directeur général, Luca de Meo, ne sera pas oublié et verra ses revenus (6 millions annuels) augmentés d'un million d'euros par rapport à ceux de Carlos Ghosn, qui a les démêlés judiciaires que l'on sait.

Ces fortunes et les dividendes versés aux actionnaires ont été nourris par les milliers de suppressions d'emplois effectuées de



par le monde, à production équivalente. Les méthodes de Renault accentuent la précarité, aggravent les conditions de travail dans les usines et les bureaux. En France, les travailleurs des usines alternent les périodes de chômage et des samedis travaillés, des journées de travail rallongées. Les accidents du travail et les maux de dos, de bras et d'épaules augmentent avec

les cadences. Au Technocentre de Guyancourt, dans les Yvelines, la direction a même mis fin aux contrats des travailleurs prestataires, qui se retrouvent sans perspective dans leurs propres entreprises.

Le groupe, dont font partie Dacia, Alpine, Renault Samsung Motors et Lada, compte 183 000 travailleurs. Il s'y ajoute, en France, 9 000 intérimaires et des

milliers de prestataires, plus précaires encore, souvent plus mal payés et ne bénéficiant pas des primes comme celle d'intéressement, versée récemment.

Alors, de l'argent, il y en a, produit de l'exploitation de ceux qui seraient en droit, non seulement d'exiger leur dû, mais aussi de contrôler les comptes de l'entreprise.

Correspondant LO

La Matt - Chaourse : subventions contre les grèves

La direction de la Matt, une entreprise sous-traitante de l'automobile de 90 salariés, a sollicité la région Hauts-de-France pour l'aider à financer la fabrication en double des moules utilisés pour la production à l'usine de Chaourse, dans l'Aisne.

Le but de la direction est de pouvoir continuer à assurer la production ailleurs en cas de grève.

Cette entreprise appartient au groupe Trèves, un équipementier automobile qui licencie depuis des années et a fermé plusieurs sites dans la région, suscitant la colère des travailleurs de ces mêmes entreprises.

Les salariés de la Matt

se sont battus en mai 2017 lors de l'annonce de la fermeture du site programmée pour 2019. Le groupe Trèves, dont l'État possède 43% des actions, a finalement décidé de garder l'usine faute de repreneurs. Si les salariés ne s'étaient pas défendus, leur site aurait probablement déjà été fermé.

Le secteur automobile annonce de nouveaux plans d'économies, qui se

répercuteront comme les précédents sur ses sous-traitants. Les constructeurs automobiles sont sur les rangs pour se gaver d'argent public comme cela avait été le cas en février 2009, sans que cette aide permette de sauver un seul emploi. À l'époque, le groupe Trèves avait reçu 55 millions d'euros, mais cette somme était conditionnée à la restructuration de ses usines, en d'autres termes aux licenciements et aux fermetures de sites.

En s'empressant de répondre à la demande de la Matt, la région se montre

prête à obéir aux moindres désirs du patronat, y compris en finançant des armes antigreve. Le vice-président de la région a répondu ainsi à la colère des syndicalistes de l'entreprise: « *La discussion sur le droit de grève, l'aspect social du sujet, ça ne m'intéresse pas, c'est le domaine des syndicats pas le mien. Je suis sur des considérations purement économiques.* » Mais les clients qui sont gênés par les arrêts de production dus aux grèves sont les patrons de l'automobile, et c'est ce que soutient ce politicien qui se prétend neutre.

Les lois votées depuis quelques années par les différents gouvernements rendent de plus en plus faciles les licenciements, les fermetures d'entreprises, limitent les recours des salariés, mais la région ne trouve rien de mieux que de s'engager à prémunir le patron de la Matt contre les luttes ouvrières. Comme les patrons, elle préfère les travailleurs soumis et subissant l'exploitation. Mais les travailleurs de la Matt, qui ont déjà par le passé relevé la tête, ne sont sans aucun doute pas prêts à la baisser.

Correspondant LO

Airbus - Toulouse : travailleurs attaqués, actionnaires gavés

Avec un chiffre d'affaires de 70,5 milliards d'euros, un cash de 12,5 milliards et un bénéfice opérationnel de 6,9 milliards, le groupe Airbus a malgré tout annoncé pour 2019 une perte nette de 1,36 milliard d'euros.

Son explication, entre autres, est que, poursuivi par les justices britannique, française et américaine pour délit de corruption, le groupe a réglé une amende de 3,6 milliards et que, par ailleurs, il a provisionné 1,2 milliard pour l'avion militaire A400M. Mais c'est aux travailleurs qu'il présente la facture.

À Toulouse, la direction veut imposer un plan de

compétitivité sur la chaîne des avions A320. L'horaire variable va être supprimé et de nouveaux horaires de travail vont être imposés: en équipe de jour, ce sera des semaines de près de 42 heures de présence; en équipe de nuit, il y aura des vacances de presque dix heures. Il est question que cette attaque sur les horaires soit généralisée à l'ensemble des chaînes de

production mais aussi que la prime d'intéressement soit réduite de 75 % pour l'ensemble du personnel.

Dans la division Aerospace and Space, il est question d'un programme de restructuration destiné à obtenir une rentabilité de 10%. De nombreux emplois seraient menacés, notamment à Séville, en Espagne. Dans le même temps, les actionnaires vont voir leur dividende augmenté de 9%. Ils devraient se partager dans les 1,5 milliard. Pour eux, il n'est pas question de perte.

Correspondant LO

Vinci Autoroutes : salariés fichés

Les salariés de la division Centre-Auvergne de Vinci Autoroutes viennent de découvrir qu'ils étaient fichés, avec des commentaires malveillants sur le travail, la vie personnelle ou la syndicalisation de 184 d'entre eux.

C'est Mediapart qui a révélé l'affaire et publié le fichier en question, dont la direction s'est empressée de dire qu'elle n'avait pas la responsabilité, la faisant retomber sur un directeur d'exploitation.

Des salariés témoignent pourtant aujourd'hui de l'existence

d'autres fichiers, sans pouvoir en apporter la preuve, et la CGT constate que « *les salariés fichés sont disséminés sur l'ensemble du territoire* » et qu'une seule personne « *ne peut pas recueillir tant d'informations sur tout le personnel* » de Vinci Autoroutes.

Bien des commentaires se veulent désobligeants, tels « *encarté CGT* » ou « *gréviste systématiquement* », mais les travailleurs concernés n'ont nullement à en rougir. Question de point de vue sans doute.

Valérie Fontaine

Hôpitaux: le personnel n'a pas dit son dernier mot

Vendredi 14 février, le Collectif inter-hôpitaux appelait partout en France le personnel, les usagers et la population à « déclarer leur amour à l'hôpital pour garder un hôpital public de qualité ».

À Paris, après des points presse et différentes prises de parole, un cortège dynamique de plusieurs milliers de personnes est parti de l'hôpital Necker pour rejoindre l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Dans le cortège, plusieurs générations de soignants étaient au coude-à-coude: étudiants en soins infirmiers, externes, internes, personnel paramédical et chefs de service. Défilaient également des retraités des hôpitaux, des usagers venus en famille, des gilets jaunes...

De discours en rendez-vous, le gouvernement continue à dire qu'il a fait le maximum et qu'il faut attendre les effets de ses propositions. Mais ses propositions sont loin de répondre aux attentes du personnel hospitalier, qui vit au quotidien le manque de lits et de moyens, le manque de personnel, sans parler des salaires bloqués.

Cette manifestation n'a pas eu l'ampleur de celle du 14 novembre dernier. D'ailleurs, dans un certain nombre d'hôpitaux de

l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, les organisations syndicales n'ont pas appelé à cette manifestation, certains militants allant même jusqu'à dire que ce n'était pas leur affaire.

Mais, depuis bientôt un an, des hospitaliers ont décidé de ne plus accepter de taire les mauvaises conditions de travail et la mise en danger des patients. Comme l'a dit une cheffe de service à des journalistes: « On avait trop courbé l'échine. Les médecins sont redevenus solidaires contre les directions. Ça fait du bien. » Alors, le pouvoir n'a pas fini d'entendre parler de la colère des travailleurs de l'hôpital.

Correspondant LO



À Paris, le 14 février.

Hôpital de la Croix-Rousse Lyon: les travailleurs s'organisent

Une semaine après le succès de leur manifestation du 6 février dans l'hôpital, les travailleuses et les travailleurs de l'hôpital de la Croix-Rousse ont démontré lors de la journée de grève du vendredi 14 février que leur détermination était intacte.

Une nouvelle fois, les salariés réunis dans le collectif Croix-Rousse en colère se sont adressés au personnel de tous les services pour proposer une action commune: ainsi, une centaine de personnes, pharmaciens, laborantins, aides-soignants, médecins, manips radio, kinés, infirmiers, brancardiers, ambulanciers, secrétaires, personnel logistique et administratif, ont participé à un piquet de grève devant l'hôpital, affirmant: « Nous sommes tous les maillons d'une même chaîne. »

Bien que la direction ait exprimé son refus de discuter avec des travailleurs qui ne sont pas des élus syndicaux, les salariés mobilisés ne doutent pas une seconde de leur légitimité. Ils ont décidé de « faire les comptes de tout ce dont nous avons besoin », dans chaque service, « parce que nous sommes les mieux placés pour le savoir ».

Mesurant la nécessité de s'organiser encore davantage, ils ont élu un comité de quinze personnes volontaires pour préparer la suite de leur mouvement.

Correspondant LO

CHRU - Besançon: une action réussie

« Le personnel est attaché à son hôpital »: voilà ce que symbolisaient les blouses attachées les unes aux autres devant le parvis de l'hôpital Jean-Minjoz de Besançon, le 14 février.

Plus d'une centaine étaient présents pour marquer cette journée nationale d'action des hôpitaux. Le Collectif inter-hôpitaux (CIH), les représentants syndicaux, médecins, usagers, le personnel soignant, administratif et ouvrier, tous étaient au rendez-vous pour dénoncer la casse du

service de santé orchestrée par le gouvernement.

Dans plusieurs témoignages, des soignants, des usagers ont pu dire leur attachement à l'hôpital public et en même temps dénoncer le manque de moyens et la politique d'économies faites sur le dos du personnel et des

patients.

Les soignants revendiquent une augmentation de 300 euros par mois et dénoncent le plan d'austérité et la dotation proposée par l'ex-ministre de la Santé, qui ne prévoit aucune création de poste, ce qui est pourtant réclamé par tous les hôpitaux en souffrance depuis des années.

Une action réussie, et un personnel bien déterminé à ne pas lâcher.

Correspondant LO

Stations de sports d'hiver: les saisonniers contre la réforme du chômage

Les salariés saisonniers des remontées mécaniques étaient massivement en grève samedi 15 février. Ils protestaient contre la perte de revenus entraînée par la nouvelle loi sur l'assurance chômage et contre la menace que la réforme du gouvernement fait planer sur leur retraite.

Dans une cinquantaine de stations, ils avaient déployé leurs banderoles et distribuaient des tracts aux vacanciers. À Avoriaz ou Pra Loup, le mouvement a été suivi par 90% des saisonniers, et une nouvelle journée est déjà prévue lundi 24 février dans toutes les stations.

La réforme de l'assurance chômage frappe les journaliers à double titre. Depuis le 1^{er} novembre 2019, il faut pour toucher le chômage avoir travaillé au moins six mois sur les 24 derniers, au lieu de quatre sur les 28 derniers auparavant. Or un saisonnier travaille en moyenne quatre mois et demi l'hiver et parfois, mais pas toujours, deux mois l'été. Toute une partie d'entre eux vont se retrouver sans allocation au printemps,

en particulier ceux dont c'est la première saison.

Au 1^{er} avril s'ajoutera à cela le nouveau mode de calcul du salaire journalier de référence, qui sert de base pour calculer les allocations chômage. Alors qu'auparavant il était obtenu en divisant la somme des salaires bruts perçus par le nombre de jours travaillés, il faudra diviser celle-ci par la totalité des jours travaillés et non travaillés, à l'exception des congés maternité, accidents du travail et arrêts maladie de plus de 15 jours. L'allocation baissera d'autant pour tous ceux qui ont une carrière hachée, en particulier les saisonniers, qui s'attendent à une baisse de 20 à 70% de leur indemnité.

Quant à la réforme des

retraites, les saisonniers s'attendent à ce qu'elle entraîne, pour eux comme pour tous ceux qui n'auront pas eu un emploi stable, l'obligation de vivre leurs vieux jours avec un revenu misérable.

Outre ces mesures, d'autres menaces planent sur les saisonniers. Le petit rempart contre la précarité représenté par l'article de leur convention collective permettant de reconduire

les contrats d'une année sur l'autre risque de disparaître avec la fusion des branches professionnelles. Ils subissent aussi des conditions de travail de plus en plus dures. Les stations réduisent les effectifs au détriment de la santé des salariés, souvent épuisés à 40 ans. La sécurité en souffre aussi, car il devient de plus en plus difficile de vérifier correctement les pistes et le matériel. À cette

dégradation des conditions de travail s'ajoutent les difficultés propres à la vie dans les stations de sports d'hiver, où les prix de la nourriture et des logements atteignent des sommets.

Dans des montagnes où il n'y a souvent pas d'autre travail, bien des saisonniers n'ont pas le choix, et ont de plus à se battre contre la politique du gouvernement.

Daniel Mescla



Rassemblement de saisonniers mobilisés à la station Aup de Véran.

Arjowiggins Security – Jouy-sur-Morin : emplois liquidés, argent public siphonné

Le parquet de Nanterre vient d'ouvrir une enquête préliminaire sur les conditions de reprise avant liquidation, en 2018, de l'usine Arjowiggins Security en Seine-et-Marne, spécialisée dans les papiers sécurisés pour billets de banque et papiers d'identité.

La moitié des 220 salariés jetés au chômage en janvier 2019 ont d'ailleurs porté plainte aux Prud'hommes pour licenciement sans cause réelle et sérieuse. D'autres procédures ont été ouvertes par 500 salariés d'une autre usine du même groupe située dans la Sarthe, liquidée en mars 2019.

Arjowiggins Security a été une filiale de Sequana, acteur mondial du papier,

qui a bénéficié du concours financier de l'État français via sa Banque publique d'investissement (BPI), qui a acheté 15% de ses actions en 2012 et lui a prêté 10 millions d'euros en mars 2018.

Le mois suivant Sequana vendait, ou plutôt donnait, Arjowiggins Security pour un euro symbolique, à deux fonds d'investissement dirigés par un capitaliste du nom de Rudiger Terhorst.

En 2012, ce vautour avait déjà acheté pour un euro une filiale de Thomson, dans les Yvelines, qu'il avait ensuite liquidée une fois la trésorerie siphonnée, jetant 126 salariés à la rue. Il avait récidivé en 2015 avec une usine de bois des Landes, fermée plus tard en détruisant 130 emplois. Pour cela, Terhorst a été condamné à 4 millions d'euros d'amende en 2017 et reste mis en examen pour banqueroute par détournement ou dissimulation d'actifs.

C'est à ce margoulin que le tribunal de commerce de Nanterre a confié le redressement d'Arjowiggins Security en avril 2018. À

cette époque, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, avait participé à ce qui était présenté comme un sauvetage. Ses services avaient effacé 4 millions de dette fiscale, ce qui s'était ajouté au prêt de 10 millions de la BPI.

Ainsi, pour un euro, le repreneur mettait la main sur 14 millions d'argent public. Sans surprise, il s'est servi dans la caisse tant qu'il a pu avant de liquider moins d'un an plus tard l'usine, qui ne l'avait jamais intéressé. Il n'a même pas laissé de quoi financer un plan pour les ouvriers mis à la rue. Ceux-ci ont appris la fermeture de leur usine en janvier 2019, quand l'État a

envoyé les gendarmes protéger la propriété de ce capitaliste et tenir les ouvriers à distance.

Nombre d'hommes politiques présentent les capitalistes comme des repreneurs providentiels et les arrosent d'argent public, au prétexte mensonger de sauver des emplois. Ces dernières années, on se rappelle que les salariés de Whirlpool à Amiens ont fait la même expérience amère que ceux d'Arjowiggins.

Il n'y a aucune raison de faire confiance aux capitalistes. La seule chose qu'ils n'auraient pas volée, ce serait d'être expropriés.

Lucien Déroit

Port de Marseille : une sollicitude politique qui rapporte

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur a décidé début février de verser trois millions d'aides supplémentaires aux entreprises du port de Marseille-Fos pour compenser les conséquences des dernières grèves des salariés du port.

Le président de région fait bien évidemment porter la responsabilité de difficultés financières éventuelles aux travailleurs. Il a affirmé : « Les effets globaux de la grève ne sont pas

mesurables. Ils le seront à chaque nouvelle d'un armateur de croisière annonçant qu'il ne passera plus par Marseille, à chaque entreprise qui fermera. » Il y a là avant tout une propagande

antigrève et un prétexte pour financer le patronat. Cette somme s'ajoute en effet au plan Région Sud Défensif pour lequel 10 millions ont été débloqués.

Pour bien insister, le président de la région a aussi demandé aux autorités du Grand port maritime de Marseille (GPMM) de consentir des rabais commerciaux, et à la ville de



WIKIPEDIA

Marseille, à la métropole et aux départements de verser aussi leur part à ce prétendu sauvetage.

Sans s'en prendre officiellement au droit de grève,

les pouvoirs publics se relaient pour dénoncer son usage. Les subventions viennent à la rescousse dans cette guerre.

Inès Rabah

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal février 2020.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal..... Ville.....

Ci-joint la somme de : Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Allemagne : confusion politique et progrès de l'extrême droite

En Allemagne, le 5 février, le responsable local du petit parti de droite FDP, Kemmerich, se faisait élire ministre-président du Land de Thuringe grâce aux députés d'extrême droite (AfD) et chrétiens-démocrates (CDU) réunis.

Devenir chef de gouvernement grâce à l'extrême droite : ce tabou n'avait jamais été brisé depuis 1945. Cela a soulevé une vague d'indignation, des manifestations dans différentes villes ont visé des permanences de la CDU, du FDP et de l'AfD. Un jour plus tard, le 6 février, le nouveau ministre-président annonçait sa démission.

Une cascade de démissions et renvois de responsables CDU impliqués dans l'affaire s'en est suivie. Dépêchée sur place, la dauphine de la chancelière, Annegret Kramp-Karrenbauer (AKK), n'a pas réussi à faire se dédire les responsables régionaux de son parti. Jusqu'à aujourd'hui, certains justifient leur geste. AKK a annoncé alors le 10 février, à la surprise générale, qu'elle renonçait à être candidate à la succession de Merkel et qu'elle démissionnerait de la direction de la CDU.

Cette confusion politique est une des conséquences des succès de l'extrême droite. Les élections pour renouveler les Parlements ont eu lieu à l'automne 2019 dans trois Länder (États-régions) de l'Est. Elles ont toutes été scrutées de près en raison de la montée de l'AfD. Dans chacun, le ministre-président sortant, qu'il soit CDU, SPD (sociaux-démocrates) ou Die Linke (gauche radicale), s'étant présenté comme rempart contre l'AfD, a obtenu grâce à ce positionnement un surplus de voix : tous trois ont amélioré leur score.

Les élections en Thuringe

La Thuringe, où avait lieu la dernière des élections, était le seul Land dirigé (depuis 2014) par Die Linke, en coalition avec le SPD et les Verts. Le 27 octobre 2019, Die Linke recueillait 31 % des voix, arrivant en tête : une première en Allemagne. Ce score apparaissait comme une victoire de son chef de file, Bodo Ramelow, et sa réélection semblait logique. Cependant Die Linke, le SPD et les Verts n'avaient plus la majorité, totalisant seulement 45 % des voix. Comme dans les deux autres Länder, l'AfD arrivait en deuxième position, avec plus de 23 % des voix, plus du double de 2014.

Dès le 1^{er} novembre, le dirigeant régional de l'AfD adressait donc une lettre aux dirigeants locaux de la CDU et du FDP, leur proposant « de nouvelles formes de coopération ». S'ensuivirent des tractations secrètes, jusqu'à l'élection du 5 février qui a fait l'effet d'un coup de tonnerre. Personne n'imaginait que le FDP, qui n'avait recueilli que 5 % des voix, proposerait de diriger le gouvernement. Mais, fort des voix de l'AfD, de la CDU et du FDP, Kemmerich l'emporta d'une seule voix sur l'ancien ministre-président Ramelow.

Cette élection, un coup politique, fleure l'anticommunisme, car un des objectifs était d'écarter Ramelow. Si Die Linke a gouverné de façon très responsable



Panneau de Bodo Ramelow : «Ce dont on a besoin. Respect, logement, bon travail, retraite, sécurité, nature...»

vis-à-vis de la bourgeoisie, elle n'en suscite pas moins la haine des réactionnaires et des anticommunistes rien que par ses origines de parti politique de l'ex-RDA, et par son langage, qui continue de tenir compte des classes populaires.

La crise actuelle dévoile maintenant une CDU divisée, peut-être en voie d'implosion, avec un centre qui suit Merkel et une aile profondément réactionnaire qui juge son cours beaucoup trop à gauche et lorgne vers des coalitions avec l'AfD.

L'attrance de l'extrême droite

L'attrance de pans entiers de la CDU/CSU envers l'AfD n'est ni nouvelle ni surprenante. Nombre de politiciens de l'AfD sont issus de la CDU, d'autres protègent l'AfD depuis la CDU, comme l'ancien chef du renseignement intérieur Maaßen. CDU et AfD ont parfois le même langage, ils peuvent travailler ou voter en commun au niveau local, comme lorsque la CDU suit l'AfD réclamant l'ouverture d'une enquête parlementaire contre Die Linke. Leur proximité,

sinon leur perméabilité, ne peuvent que s'accroître, car l'ensemble des prétendants à la succession de Merkel, qui se remettent sur les rangs suite au retrait d'AKK, sont largement plus conservateurs.

L'imposture est dans les déclarations des deux partis. La CDU, quand cela l'arrange, axe sa campagne en se faisant passer pour un barrage contre l'AfD, comme en Saxe voisine. Quant à l'AfD, elle fait son fonds de commerce des attaques incendiaires contre les partis « établis », jusqu'à des menaces contre Merkel ou d'autres responsables. Elle alimente un climat délétère et arme les groupuscules fascistes qui préparent des attentats contre des hommes politiques, des immigrés ou des militants. Elle n'en est pas moins mue par l'opportunisme et n'hésite pas à s'allier à cette même CDU qu'elle vilipende ailleurs.

Ce parti qui fait imploser le système politique semble lui aussi proche de l'implosion. Avec ces positionnements contradictoires, l'AfD est écartelée entre une aile qui se veut respectable, prétend vouloir arriver au

pouvoir par les urnes en conquérant la majorité des électeurs, et une partie en développement rapide qui ne se cache pas de s'inspirer du nazisme.

C'est d'ailleurs ce qui a contribué à l'indignation après l'élection du 5 février : la branche fascisante de l'AfD est dirigée et incarnée justement par le responsable du parti en Thuringe, Höcke. C'est lui qui a tiré les ficelles pour aboutir à l'élection d'un chef de gouvernement FDP. En pleine ascension, il ne cache plus son ambition de diriger demain tout le parti.

Nul ne sait quelle sera la sortie de crise, de toute façon provisoire, en Thuringe, mais elle a montré que les partis gouvernementaux ne peuvent offrir aucune protection contre l'extrême droite. Seule la classe ouvrière, en luttant sur son terrain de classe, contre le patronat qui multiplie attaques et plans de licenciements et contre le gouvernement à son service, peut ouvrir de nouvelles perspectives à l'ensemble de la société et faire reculer ce poison.

Alice Morgen

HSBC : suppressions d'emplois pour quelques milliards de plus

Le géant bancaire britannique HSBC a annoncé la suppression de 35 000 postes sur trois ans. Les effectifs passeraient donc de 235 000 à 200 000. Il compte ainsi améliorer sa rentabilité aux dépens des salariés, en particulier en fermant environ un tiers de ses 224 agences.

En 2015 déjà HSBC avait annoncé qu'elle se séparait de quelque 50 000 employés dans le cadre d'un plan de restructuration à l'échelle de la planète. Celle qui est la plus grande banque d'Europe pour les actifs explique ces économies drastiques par la chute d'un tiers de son bénéfice imposable en 2019,

à 13,35 milliards de dollars (12,32 milliards d'euros). Ce ne serait pas suffisant aux yeux des actionnaires qui, d'après le journal *Le Figaro*, attendaient 20,03 milliards.

Les arguments avancés par les dirigeants de cette banque, fondée à Hongkong en 1865, pour justifier ces coupes claires sont

nombreux. Ils vont des conséquences du Brexit à celles du Coronavirus, en passant par les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis, ou encore les manifestations à Hongkong, ancienne colonie britannique.

Comme pour toutes les entreprises capitalistes, l'impératif est la rentabilité. HSBC France, l'ancien CCF, qui emploie au total 8 000 personnes dans l'Hexagone, pourrait être vendue parce que « son activité de banque de détail est petite et ses profits limités »,



commentait un spécialiste des investissements.

Des dizaines de milliers d'emplois supprimés pour que les actionnaires

touchent plus de dividendes : HSBC est à l'image d'un système capitaliste aberrant.

Aline Rétesse